

EN 1976 - UNE PAGE D'HISTOIRE DE LA SOLIDARITE SYNDICALE INTERNATIONALE AVEC LES SALARIE.E.S DU NIGER

L'actualité récente : la mort de deux de nos compatriotes, Antoine de Léocour et Vincent Delory au Niger, nous a cruellement rappelé que le monde va mal. Cinq salariés, sont toujours otages au moment où ces lignes sont écrites en 2011, après avoir été kidnappés au Niger, alors qu'ils travaillaient à ARLIT pour la multinationale COGEMA¹, et en juillet 2023, le coup d'état à Niamey.

Depuis sa création en 1895, la CGT a toujours eu une intense activité de solidarité internationale, notamment avec les pays d'Afrique. Par exemple, on se souvient de l'initiative prise en 1985 par le comité régional CGT de Normandie à propos d'une grande campagne de solidarité : du lait pour le Mali pour vaincre la faim, dans ce pays particulièrement frappé par la sécheresse et le sous-développement.

On retrouvera dans des numéros du « *Fil Rouge* » ce que nous avons écrit, notamment à propos des actions en solidarité avec l'Algérie (voir la rébellion de la caserne Richepanse dans le n°9),

Depuis 1972, je suis formateur dans la CGT, grâce notamment à un « stage éducateur » animé à Clécy par Albert Perrot, avec comme participants à mes côtés, de nombreux militants dont Marius Bastide, Secrétaire du syndicat CGT Caillard à l'époque. Tous deux étaient membres du CA de notre IHS.

Sur demande de la CGT, en 1976, je vais faire pour le mouvement syndical nigérien, ce travail de formateur. C'est cette histoire de solidarité syndicale internationale que je voudrais vous relater.

Pourquoi le NIGER ?

En 1976, Robert Lejeune, Directeur du CERCI,² organisme mis en place par la CGT pour répondre aux besoins des syndicats des pays souhaitant une coopération en termes de formation syndicale, me sollicite pour animer deux initiatives d'éducation³ au Niger.

En collaboration avec l'UNTN⁴, la première formation est prévue du 10 au 15 décembre 1976 à Arlit, la seconde étant prévue ensuite à Niamey, la capitale.

Depuis l'indépendance du Niger en 1960, la CGT n'avait pratiquement plus aucune relation avec les syndicats du Niger. Jusqu'à cette date c'est l'A.F.L.C.I.O.⁵ qui à coup de dollars apportait « ses compétences » aux travailleurs nigériens. Je suis donc, à cette époque, un des premiers militants syndicaux français à revenir dans cette ancienne colonie française.

Qu'est ce que le NIGER en 1976 ?

Faisons d'abord un bref rappel historique & géographique.

¹ Depuis l'indépendance, ce ne sont pas les nigériens qui gèrent leur uranium. La production d'une entreprise n'appartient pas au pays où l'entreprise est implantée mais à son propriétaire. Si les mines d'uranium en Afrique ou ailleurs sont la propriété de COGEMA alors l'uranium produit est français. L'économie moderne a permis ainsi de récupérer des territoires coloniaux que nous avons perdus. Une façon moderne de gérer la colonisation ! Ainsi, notre soi-disant "indépendance énergétique" qui serait due à l'uranium vient, en réalité, d'Afrique depuis bien des années déjà, mais aussi du Canada, d'Australie, et COGEMA développe désormais des activités minières en Asie centrale dans des républiques de l'ex-URSS (Kazakhstan et Mongolie). Arlit n'est pas la seule mine d'uranium du Niger mais elle a été la première et elle reste la deuxième en importance. La production commerciale a démarré en 1971 - la production a été de 1900 tonnes en 1980. La teneur moyenne en uranium est actuellement de 0,25% mais en 1978 elle atteignait les 3%.

²CERCI, Centre d'Etude et de Recherche Confédéral International

³ Les Nigériens plutôt qu'éducation ou formation, préféreront le terme « Séminaire »

⁴ UNTN Union Nationale des Travailleurs du Niger devenu USTN Union Syndicale des Travailleurs du Niger après le 9^{ème} congrès de septembre 76.

⁵ AFL-CIO : Américan Fédération of Labor- Congrès of Industrial Organizations , organisation syndicale américaine

Le Niger, est un pays du Sahel, aride, où le désert représente 80% des 1 267 000 Km², (soit presque deux fois et demi la surface de la France métropolitaine). L'accès à l'eau est la problématique essentielle de la population. Le désert progresse de 200 000 hectares chaque année.

Les Français pénétrèrent dans la région vers 1890.

Le Niger devint une colonie française en 1922. Le pays fut intégré au sein de la fédération de l'Afrique Occidentale Française, Territoire d'outre-mer en 1946, puis république autonome au sein de la Communauté française (ou Communauté franco-africaine).

La république sera proclamée le 18 décembre 1958, et l'indépendance le 3 août 1960. Pendant 15 ans, le pays dirigé par Hamani Diori, soutenu par l'ancienne puissance coloniale, sera un régime de corruption, propice au détournement de sommes fabuleuses au seul profit de la caste au pouvoir, continuant de réduire la population à la misère. En 1974, la combinaison d'une sécheresse dévastatrice et le rejet de la corruption aboutirent à un coup d'État mené par le lieutenant-colonel Seyni Kountché⁶. Ce dernier dirigea le pays avec un petit groupe de militaires jusqu'à sa mort en 1987. La langue officielle est le français, mais les ethnies, avec chacune son dialecte sont nombreuses⁷.

Les vicissitudes du syndicalisme nigérien

C'est une période d'intégration complète du mouvement syndical. L'UNTN, créée en 1960 repose essentiellement sur des cadres fonctionnaires de l'administration, installés à ce poste par Hamani Diori et son parti : le R.D.A. Les quelques syndicalistes qui ont lutté contre le colonialisme sont exclus du mouvement syndical, voire exilés tel Djibo Bakari qui ne rentrera qu'après le coup d'Etat en octobre 1974.

L'UNTN a pour Secrétaire général René Delanne, membre du Parti au pouvoir, député. Il participe à ce titre aux grandes décisions nationales. L'UNTN est financée par l'AFL – CIO et la CISL⁸. Elle refuse la lutte des classes. De l'aveu même des dirigeants syndicaux de l'UNTN de 1976, que j'ai rencontré, c'est une période peu enrichissante pour le syndicalisme au Niger, les travailleurs ne lui faisant pas confiance.

En avril 1974, quelques jours après le coup d'Etat de Seyni KOUTCHE, une circulaire nationale convoque le 8ème congrès de l'UNTN. Un Bureau est alors composé qui regroupe 80 % de nouveaux militants syndicaux. L'inexpérience et la méconnaissance de la plupart de ses membres, amène à la division et à la création de deux fractions. L'une des fractions est dirigée par Djibo Bakari, de retour d'exil. Il conduit la fraction de collaboration de classe du syndicat, tentant ainsi de se redonner une audience nationale.

Le 15 mars 1975, un complot organisé par la CIA, en liaison avec la Lybie, tente de renverser le pouvoir de Seyni KOUTCHE.

Un grand nombre de responsables politiques sont arrêtés, dont Djibo BAKARI . Il sera fusillé le 21 avril 1976, après des pressions américaines pour s'opposer à cette décision. La tendance progressiste

⁶ Le Général Seyni Kountché est né le 1er juillet 1932 à Damana Fandou. Comme beaucoup d'enfants de troupe de l'Afrique- Occidentale française (AOF), il entre à treize ans à l'école de Kati au Mali en 1944, puis à celle de Saint-Louis du Sénégal. Il a servi en Indochine et en Algérie, et est devenu sergent en 1957. Peu après l'accession de son pays à l'indépendance le 3 août 1960, il intègre les nouvelles forces armées nigériennes en 1961. Après avoir suivi l'École de formation des officiers à Paris, il devient sous- personnel des forces armées nigérienne en 1965, puis chef d'état-major en 1973. Il restera Président de la république du Niger jusqu'à sa mort en 1987.

⁷ Les différentes ethnies sont :

- les Haoussas (49,5 % de la population), établis entre le Dallol Maouri et Zinder, qui vivent dans le centre et l'est du pays avec une aire culturelle largement étendue au Nigéria ;
- les Djermas et Songhaïs (23,5 % de la population) qui occupent l'ouest du pays ; ils incluent les Wogos et les Kourteïs ;
- les Touaregs (10,6 %), Toubous (0,5 %) et Arabes (0,3 %) au nord et nord-est ;
- les Kanouris (4,6 %) et les Boudoumas dans l'extrême est ;
- les Peuls (10,4 %) disséminés sur tout le territoire.

⁸ CISL : **C**onfédération **I**nternationale des **S**yndicats **L**ibres : créé en 1949, elle est en 1976 l'organisation syndicale internationale de l'AFLCIO et s'oppose à la FSM.

devient donc majoritaire au sein de l'UNTN au 9^e congrès de septembre 1976. Bouréma Mainassara prend la tête de l'organisation.

Les organisations au Niger de 1976

Officiellement, à cette époque il n'existe plus de parti politique, mais beaucoup d'anciens dirigeants du RDA font fonctionner le parti de manière plus ou moins clandestine. Le parti SAWABA qui fut toujours dans l'opposition, est décapité par la répression après la tentative de coup d'état du 15 mars et l'arrestation de Djibo BAKARI en août 1975. En dehors de l'UNTN, il n'existe que peu d'organisations.

A noter toutefois l'existence des organisations de femmes, les « Samaria » (organisation de quartiers, de ville, de village ou de canton), qui virent le jour sous le colonialisme et sur lequel le pouvoir en place compte beaucoup⁹. C'est un mouvement volontariste, qui semble être la seule organisation véritablement populaire, qui utilise le sentiment national, la jeunesse et l'abnégation de l'argent, autant d'éléments qui avaient été largement étouffés sous l'ancien régime.

La situation économique et sociale

Le peuple nigérien est un peuple qui souffre de la sécheresse. Les sécheresses de 1973, 1974, 1975 furent terribles et affamèrent littéralement toute la population¹⁰ (cela fut d'ailleurs la vraie raison du coup d'Etat militaire de Seyni KOUNTCHE)

Au niveau de la santé, il y a 21 médecins nationaux (pour 4.5 millions d'habitants), tous les autres sont des européens contractuels souvent payés à prix d'or¹¹

Concernant l'Education Nationale, si de gros efforts ont été fait depuis le changement de régime, néanmoins pour l'essentiel, l'enseignement de 1976 est celui légué par l'ancienne puissance coloniale et a pour objectif de promouvoir la culture et la langue française, former des cadres « bien pensant » à l'euro-péenne, étouffer voire détruire à plus long terme les cultures et valeurs nigériennes. Cette politique est le terreau de l'analphabétisme¹².

L'économie est liée au système néo-colonialiste, un programme triennal adopté par le Conseil Militaire ne vise qu'à intégrer, bien qu'il s'en défende, l'économie nigérienne au système capitaliste international.

La plupart des entreprises sont à économie mixte, dont les monopoles sont souvent majoritaires.¹³

Pendant mon séjour, Seyni KOUNTCHE, à propos des nationalisations, fera une déclaration au journal « Afrique diplomatique » qui confirme complètement cet attachement aux multinationales¹⁴, la balance

⁹ J'ai vu pour ma part pendant mon séjour, des « Tam-Tam » qui étaient des réunions de quartiers où autour d'un cercle les femmes dansaient au son du tam-tam ; il y avait alors des centaines de personnes rassemblées, qui chantaient et dansaient autour d'un griot.

¹⁰ en 2005, cette sécheresse et les invasions de criquets ont affamé 3.5 millions de nigériens

¹¹ Un exemple pendant le stage de Niamey, Laouli MONTARI, secrétaire adjoint de l'UNTN chargé de la formation syndicale, n'ayant pas obtenu son autorisation d'absence pour participer au séminaire national, venait aux cours dans la journée et travaillait la nuit. Il était UN des 8 anesthésistes nationaux du Niger.

¹² 95 % de la population est analphabète en 1976 et seulement 13 % de la population enfantine est scolarisée. L'expérience de « télévision scolaire » dont le trust THOMSON CSF tire seuls les profits, est un gouffre financier pour l'économie nationale.

¹³ C'est le cas du « Crédit du Niger » (Banque) COPRO- Niger (chargé d'importer les tissus, farines, cigarettes, sel, sucre, lait, thé, allumettes et d'exporter la gomme arabique) la SONERAN (chargé de la commercialisation et la production des produits d'élevage, viande bovine, ovine et équine) La S.N.T.N. et la S.N.T.U. (Transports nigériens & internationaux) la NIGELEC (société d'électricité), la SONUCI (chargée de l'habitat urbain) Le Riz du Niger (créé en 1967) l'OPVN (commercialisation des produits viviers), créé en 1970, la SGTN (filiale des Grands travaux de Marseille)

¹⁴ << Il ne s'agit pas de nationaliser pour nationaliser, si l'on n'a pas suffisamment de cadres nationaux, les structures nationales prêtes à prendre la relève, le monde actuel est fait de coopération. Mais il faut que cette coopération soit sincère et bénéfique pour toutes les parties. A partir du moment où l'équilibre est rompu, il ne faut plus parler de coopération. Notre désir est de mettre en valeur nos produits primaires, mais cette mise en valeur, par le biais de la coopération ne doit pas nous échapper. Nous avons le souci de former des cadres capables de participer à l'exploitation de nos ressources en attendant le jour où le Niger pourrait voler de ces propres ailes >>

commerciale du Niger est à l'époque complètement dépendante de cette politique comme le prouve le tableau officiel ci-dessous.

| Années | 1969 | 1970 | 1972 | 1974 |
|--------------------|--------|--------|--------|--------|
| Importation * | 12 570 | 16 273 | 16 575 | 10 631 |
| Exportation* | 6 250 | 8 795 | 13 711 | 6 093 |
| * en millions de T | | | | |

Le rôle des délégués du personnel est, comme on le verra plus loin, pour le moins ambigu, les revendications ont bien du mal à être formulées (d'où l'intérêt de la formation syndicale) Après le coup d'état de 1974, le SMIG est doublé, il reste en 1976 très faible (8 350 FCFA - 63.64 €) et surtout ne touche qu'une partie quasiment inexistante de la population.

Les conventions collectives sont peu ou pas appliquées et l'USTN en redemande la négociation, les heures supplémentaires ne sont pas payées, les conditions de travail sont insalubres, il n'existe pas de statistiques sérieuses sur le chômage, les Comité d'Hygiène et de Sécurité sont inexistant, ou, quand ils existent, sont à la solde du patronat¹⁵.

Il y a donc des raisons à organiser les travailleurs nigériens, ce dont s'attache à faire l'USTN, conduite par Bouréma Maïnassara¹⁶.

La situation syndicale nouvelle de 1976

Comme on le voit, la classe ouvrière nigérienne est très faible en cette période et les luttes syndicales peu nombreuses.

C'est dans cette période extrêmement trouble qu'aura lieu le 9^e congrès de l'UNTN (devenue USTN) du 21 au 25 septembre 1976 (soit deux mois avant mon arrivée).

C'est donc un mouvement syndical faible et déchiré que je découvre en novembre 1976. Hormis la direction nationale de l'USTN, il n'y a pas d'organisation de base sérieuse. Le syndicat est squelettique.

Les membres du Bureau national sont des militants syndicaux qui, pour la plupart, ont une expérience de moins de deux ans. La majeure partie d'entre eux ont pris leur responsabilité en septembre 76. S'il y a 34 arrondissements au Niger, l'USTN n'est véritablement organisée que dans 3 arrondissements : Niamey, Nadawa et Arlit. L'organisation fonctionne partiellement dans une dizaine d'arrondissement et pas du tout dans les autres.

Un des plus gros problèmes rencontrés étant celui de la distance et des moyens de communication¹⁷.

La direction nationale du syndicat estime à 4 000 le nombre de syndiqués à l'USTN¹⁸.

La première tâche que s'est fixé le 9^e congrès, c'est la réorganisation des syndicats affiliés pour la plupart, seul le bureau syndical forme l'organisation. Ces syndicats « fantômes » ne versent aucune cotisation à l'USTN.

Mais, là, deux problèmes se posent :

- Tous les responsables à l'organisation font partie de cette tendance fractionnelle qui prône la collaboration organique avec le pouvoir. Du coup, ils ne font aucun effort pour tenter de réorganiser les syndicats à la base¹⁹.

¹⁵ On notera combien est importante cette information quant on connaît les risques graves de cancer professionnels dans les mines d'uranium

¹⁶ Homme moderne, Bouréma Maïnassara est un homme à l'allure robuste, qui sait prendre de la hauteur lors des événements qui traverse le Niger. Il s'évertue à unir un syndicat au passé compliqué. Fonctionnaire, Père de famille nombreuse, marié à plusieurs femmes, il a plus de dix enfants en 1976. Devant mon étonnement, B. Maïnassara me confiera que compte tenu du taux de mortalité qui avoisine les 50 %, il faut beaucoup d'enfants au Niger, pour assurer la retraite des anciens, puisqu'il n'existe pratiquement pas de caisse de retraite.

¹⁷ Pour se rendre à Tawa, à 550 km de Niamey, il faut trois jours de car.

¹⁸ Chiffre qu'il ne m'a été quasiment impossible de vérifier,

¹⁹ Ils tenteront sans succès, pendant mon séjour de faire signer une déclaration condamnant la stratégie syndicale conduite par B. Maïnassara, ils ne recueilleront que 4 signatures sur 12, 2 d'entre elles signifieront même leur regret de l'avoir fait.

Ces freins n'empêcheront toutefois pas la création d'une fédération syndicale dans l'Aïr, fusion de plusieurs syndicats des gens de maison.

- La seule organisation syndicale affilié à l'USTN semble être le SNEN²⁰

Il a conduit peu de temps avant mon arrivée, une grande grève des professeurs et des instituteurs. Il s'est désolidarisé du Mouvement International des Instituteurs de la CISL. La tendance minoritaire de l'USTN, se méfiant du SNEN et de sa capacité de lutte, fait obstacle systématiquement à toutes propositions constructives de ses principaux responsables, membres du Bureau National²¹.

Un enjeu d'importance : l'indépendance syndicale.

La recherche de l'indépendance syndicale, vis-à-vis du pouvoir en place, amène parfois à des situations difficiles. La presse n'est pas libre²², le ministère de l'information s'opposera à la sortie du journal « *La voix des travailleurs du Niger* » tiré à 3 000 exemplaires.

Autre exemple considérée comme paradoxale par les militants syndicaux du Bureau National, en 1974, après le coup d'Etat, les responsables de l'UNTN de l'époque avaient demandé au CMS²³ des subventions et le paiement du salaire du Secrétaire Général permanent. Le CMS à l'époque avait refusé, prétextant l'assimilation du syndicat au pouvoir en place, qui serait faite immanquablement par les travailleurs.

Pendant ma présence à Niamey, le ministère de l'intérieur convoquera le Secrétaire Général de l'USTN, proposant de lui attribuer une « Range Rover » neuve et une subvention de 5 millions CFA (2.5 millions de Frs ²⁴) à condition que l'USTN accepte de promouvoir la politique économique et sociale du pouvoir en place. Ce que le Bureau Exécutif National, après une session houleuse, refusera à la majorité.

L'organisation du syndicat

Je l'ai écrit plus haut, il y a très peu de syndiqués. S'il y a environ 40 000 travailleurs comptabilisés, il convient d'y ajouter environ 20 000 européens coopérants.

Les plus gros efforts de l'USTN vont porter sur les salariés du secteur privé.²⁵ L'essentiel de l'organisation syndicale repose sur un personnel travaillant dans des secteurs d'Etat et avec tout ce que les régimes précédents ont amené de corruption, laisser aller, le fait d'être syndiqué sous Diori ²⁶ permettait d'avoir la meilleure place, où les syndiqués sont toujours empreints de la culture syndicale de l'ancien régime (corruption, clientélisme, etc.).

Sur douze membres du Bureau national, seulement quatre viennent du secteur privé.²⁷

L'éducation syndicale nigérienne

Depuis l'indépendance, les idées réformistes du néo-colonialisme sont les seules idées véhiculées par l'éducation syndicale. Le délégué du personnel est là, pour faire passer la bonne parole du patron.

²⁰ SNEN **S**yndicat **N**ational des **E**nseignants du **N**iger

²¹ Et notamment Amadou Modiéli, secrétaire général adjoint de l'USTN & secrétaire général du SNEN, ainsi que de Soumaïla, secrétaire à l'information de l'USTN, secrétaire adjoint du SNEN, dont la particularité, pour ses détracteurs est d'être le demi frère de Seyni Kountché, le chef de l'**É**tat.

²² Le journal national vendu tous les jours à Niamey, doit être porté chaque soir au ministère de l'information pour validation, pour ne pas l'avoir fait un soir pendant mon séjour, son directeur (un français) sera incarcéré.

²³ Le CMS est le conseil militaire mis en place par Seyni KOUTCHE.

²⁴ Soit 381 123 € de 2011.

²⁵ La plus grosse usine de Niamey, une usine de textile, la NITEX, compte 1 100 salariés, travaillant dans des conditions d'hygiène déplorables, l'USTN est quasiment inexistante, les délégués du personnel étant désignés par la direction.

²⁶ Avant le coup d'état de 1974

²⁷ Il est à noter d'ailleurs qu'ils seront « empêchés » de participer au séminaire de Niamey.

Lequel patron n'est pas mauvais, puisqu'il permet au Niger de « voler de ses propres ailes » (sic... voir ci-dessus la déclaration de Seyni KOUTCHE).

C'est dans ce cadre que nous exécuterons le programme du stage organisé en commun USTN et Cerci. Bien évidemment, les participants auront de véritables révélations quand seront abordés les exposés sur l'exploitation capitaliste ou les classes sociales, telles que nous les abordons à la CGT. C'était, pour la quasi majorité d'entre eux, la première fois qu'on leur apportait ces analyses marxistes.

Autres difficultés rencontrées, le séminaire devait commencer par une formation dans les mines d'uranium à ciel ouvert d'Arlit où le syndicat était, somme toute, assez bien représenté, si l'on tient compte des difficultés inhérentes au pays. Or, au moment de prendre l'avion pour m'y rendre, Bouréma Maïnassara, m'informe que le ministère de l'intérieur aux ordres de Péchiney²⁸, s'oppose à mon voyage.

Face à cette difficulté inattendue, le Bureau National décide de tenir, pour ses membres²⁹, avec mon aide pédagogique, trois journées d'études, ayant comme thème la mise en application des travaux du 9^e congrès.

Ces trois jours sont décomposés ainsi :

- 1^{ère} journée, l'organisation syndicale à l'entreprise et la démocratie syndicale,
- 2^e journée, avoir des finances syndicales à la hauteur de l'action engagée,
- 3^e journée, nos conceptions d'une éducation syndicale de masse et de classe.³⁰

Le stage se tiendra tout de même à Arlit avec les militants de l'USTN présents, Issaka Bonkano Trésorier général de l'USTN et Habou Brak secrétaire général de la sous section USTN d'Arlit, du 4 au 10 décembre 1976, avec 29 participants, pratiquement tous employés de la SOMAÏR.

Du 11 au 16 décembre 1976, nous tiendrons une formation commune CERCI- USTN (« un séminaire » comme l'appellent nos amis nigériens) à laquelle participeront 37 militants syndicaux venus des quatre coins du Niger. Je dirige ce stage avec Issaka Soummakou³¹ (dit Yakou) Secrétaire à l'information qui remplace au pied levé le responsable à la formation syndicale qui n'a pas obtenu l'autorisation d'absence (voir note n°12). Yakou est un jeune homme adhérent du Syndicat des enseignants. Il dispensera les cours organisés et prévus par l'USTN.

Les travaux sont prévus de 8 h 30 à 12 h 30, puis à cause de la chaleur (40 ° à l'ombre à cette époque l'après-midi) les cours reprennent à 16 h 30 jusqu'à 18 h 30. le 1^{er} jour, a lieu une ouverture très officielle en présence du ministre de l'éducation et des dirigeants nationaux de l'USTN. Puis l'après midi est consacré à l'étude et au débat sur la situation syndicale internationale. Le lendemain nous abordons les bases économiques et les classes sociales le matin, le mécanisme de l'exploitation capitaliste et le sous-développement l'après midi. Ces deux jours d'exposés, de lectures et de discussions sont animés par moi au nom du CERCI. Le troisième jour est consacré aux tâches de l'USTN (sur la base des décisions du 9^e congrès)³², l'après-midi, je reviens sur

²⁸ C'était à l'époque Péchiney qui gérait l'exploitation des mines d'uranium d'Arlit et coïncidence ou non, Péchiney était aussi mon employeur en France, puisque l'entreprise où je travaillais, au Havre, Tréfinmétaux, faisait partie du groupe Péchiney. Seulement le tiers du consortium SOMAÏR d'Arlit appartient au gouvernement nigérien. La COGEMA (filiale du CEA, Commissariat à l'énergie atomique) en détient 27% tandis que la société IMETAL en détient aujourd'hui 19% à travers la compagnie française MOKTA. L'autre géant français de l'uranium MINATOME détient 8% des actions. Des parts moindres sont détenues par Urangesellschaft (6,5%) ouest-allemande et la société italienne AGIP (6,5%) (e). Mais la direction est solidement tenue par les Français.

²⁹ Le Bureau national est composé de : Boureïma Maïnassara, Secrétaire Général, Amadou Modiëli, Secrétaire Général Adjoint, secrétaire général du SNEN, Dodo Djafarou, Secrétaire à l'organisation, Abdou Elhadj, 1^{er} adjoint à l'organisation, Dari Sançizé 2^e adjoint à l'organisation, Maïga Alhassane Mossi, 3^e adjoint à l'organisation, Issaka Soummakou (dit Yakou), Secrétaire Général à l'information, Mme Aïssata Boubacar Secrétaire Adjointe aux relations extérieures, Moutari Laouali Secrétaire adjoint à l'éducation ouvrière, secrétaire du syndicat Santé, Issaka Sadé Secrétaire adjoint à l'éducation ouvrière.

³⁰ On notera que pour mes exposés, je me suis servi des cours élaborés par le CCEO de la CGT, notamment pour les cours de niveau moyen d'alors, et surtout des textes adoptés par le 9^e congrès de l'USTN.

³¹ J'apprendrai plusieurs années plus tard que Yakou aurait été arrêté et fusillé.

³² Mesurant bien l'ampleur de la tâche pour l'USTN, à cette occasion B. Maïnassara déclarera notamment : « L'USTN a décidé d'aller dans la voie du progrès économique et social. Un syndicat n'est pas un régime politique, c'est l'univers. Elle ne sera peut-être pas profitable pour nous, mais le sera pour nos fils et nos petits frères. Nous savons très bien que la politique de l'USTN fut une politique syndicale à tâtons. Nous avons la chance de pouvoir analyser le

le rôle et l'importance du syndicat. Le 14 décembre, j'aborde d'abord le mouvement syndical international³³, et le mouvement syndical africain le matin, l'après-midi étant consacré aux « caractères et structures de l'USTN » animé par les dirigeants de l'USTN. Le lendemain, je reviens sur l'activité syndicale à l'entreprise et l'après-midi, Yakou revient sur le rôle des Délégués du Personnel au Niger. Le 16 décembre est consacré essentiellement à la clôture du stage, aux appréciations des stagiaires, de la direction du stage en présence de plusieurs ministres, du Maire de Niamey ! Ce sera l'occasion aussi d'un acte de convivialité puisqu'à la demande de la direction de l'USTN, j'irai acheter deux moutons que tout ce petit monde dégustera dans le hall de la bourse du travail, à l'occasion d'un mémorable méchoui (sans alcool, faut-il rappeler que nous sommes dans un musulman)³⁴.

Ce premier séminaire fut le début d'un renouveau dans les relations CGT/ USTN.

Dans les années qui suivront l'USTN poursuivra sa collaboration avec le CERCI.

Ainsi en 1977, un stage de niveau moyen sera de nouveau organisé à Niamey avec la participation d'un formateur CGT de la fédération de la métallurgie.

En 1978, trois militants de l'USTN viendront en France pour participer à un stage de niveau supérieur au Centre Confédéral de formation à Courcelle sur Yvette.

Ce n'est pas sans une certaine émotion que je retrouverai au Havre, pour quelques jours mes camarades syndicalistes du Niger.

Appelé par la suite à d'autres responsabilités syndicales en France, je n'aurais plus de contact avec ces chaleureux syndicalistes nigériens.

Et aujourd'hui ?

La première partie de cet article a été écrite en 2011, qu'en est-il aujourd'hui ?

Le mouvement syndical nigérien est en pleine restructuration depuis plusieurs années. Si l'USTN regroupe une trentaine de syndicats professionnels dont le Syndicat National des Enseignants du Niger (SNEN), et a tenu pendant longtemps le monopole de la représentation des travailleurs, ce n'est plus le cas aujourd'hui. Avec la création de plusieurs autres confédérations syndicales, dont la Confédération Nigérienne des Travailleurs (CNT) en 1997 et en janvier 2001 de la Confédération Démocratique des Travailleurs du Niger (CDTN), le paysage s'est davantage diversifié. La naissance de ce 3^e pôle syndical est aussi perçue comme le résultat des difficultés à l'USTN à défendre les intérêts de tous les travailleurs.

Dans les années 90, l'USTN et l'Union des Scolaires Nigériens (USN), ont été les moteurs de la contestation démocratique. De nombreux syndicats sectoriels importants existent désormais, comme dans la santé, la magistrature, l'enseignement supérieur.

Le coup d'état des militaires de Niamey, qui vient d'avoir lieu le 31 juillet 2023 ; l'arrestation et la détention du Président de la république, Mohamed Bazoum, élu en 2021, n'est pas sans nous préoccuper ! Chaque jour, chaque heure apporte de nouveaux éléments à l'issue incertaine au moment où ces lignes sont écrites. C'est le résultat du néocolonialisme qui frappe les pays d'Afrique et plus particulièrement du Sahel. Après le Burkina Faso et le Mali, c'est maintenant au tour du Niger. Le peuple, les travailleurs nigériens ne méritent pas d'être pris en otage. Plus que jamais nous devons leur exprimer notre solidarité internationale.

Jacques Defortescu

Le 2 août 2023

passé, faisons-le. Il faut mieux être en prison avec les travailleurs, plutôt que d'y être quand même sans eux. Au Niger, nous sommes « POUR » ce qui est bon pour les travailleurs, « Contre » ce qui est mauvais pour eux. C'est cela notre participation ».

³³ Tout ce qui concerne le mouvement syndical international et le mouvement africain se fait sur la base de documents fournis par la FSM (Fédération Syndicale Mondiale).

³⁴ Voir photo du portefeuille Touareg que me remirent à cette occasion les militants syndicaux en souvenir de notre collaboration.